

LES FACTEURS " ESPACE " ET " TEMPS " DANS LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (*)

I. — INTRODUCTION

Le Gouvernement malgache a entrepris en 1963 une action de vulgarisation rizicole de masse, dénommée depuis 1966 « O.P.R. » (Opération de Productivité Rizicole).

C'est à cette occasion que l'expression « vulgarisation de masse » a été précisée. La « vulgarisation agricole de masse » consiste à faire passer dans la pratique agricole courante une innovation (technique, économique ou sociale), dans un temps limité et court (3 à 10 ans), et chez la plupart (65 à 75 %) des milliers, dizaines de milliers ou centaines de milliers d'agriculteurs de la (ou des) région à laquelle on applique cette vulgarisation.

Les actions de vulgarisation de masse exigent pour réussir un personnel défini en qualité et nombre, dont la tâche est d'atteindre des objectifs en suivant un programme et en appliquant une méthode de travail (1).

L'O.P.R. concerne actuellement 280.000 exploitants agricoles (30 % environ du nombre total des exploitants agricoles de Madagascar) et emploie 900 vulgarisateurs (plus le personnel de maîtrise et de direction).

L'O.P.R. est divisée en U.R.E.R. (Unité Régionale d'Expansion Rurale) dont celle de Tananarive, où l'action de vulgarisation rizicole

(*) *par Jacques GILLAIN, Ingénieur agricole, Directeur de l'Unité régionale d'expansion rurale de Tananarive*

- (1) Arrivant à Madagascar en 1956 et nommé chef d'une circonscription agricole, service administratif essentiellement chargé de la vulgarisation agricole, l'auteur, qui n'avait jamais eu à s'occuper de vulgarisation agricole jusque-là, demanda au chef du Service Provincial de l'Agriculture dont il dépendait ce qu'il devait vulgariser et comment le faire. La réponse fut : « Il faut vulgariser les meilleures techniques de culture du riz, des pommes de terre, des pommiers, du caféier, des arachides, des oignons, etc... Comment ? C'est un don qu'il faut avoir ». Il n'y a pas lieu, dans ces conditions, qui étaient alors générales, de s'étonner des lenteurs et des déboires de la vulgarisation agricole. C'est comme si, dans une armée partant en guerre, le commandant en chef disait aux recrues : « Il faut tuer les ennemis. Comment ? Il faut avoir l'esprit guerrier », et ne se préoccupait de les instruire, ni des armes, ni des méthodes de combat.

de masse est la plus ancienne (1963). De ce fait, cette U.R.E.R. a été amenée à envisager, vers 1966, un élargissement de son action de vulgarisation, dans la perspective d'une mise en valeur intégrale et rationnelle du potentiel naturel de son périmètre d'intervention et, depuis mai 1967, elle a été chargée de réaliser un programme orienté dans ce sens.

Les divers problèmes qui se sont posés à l'U.R.E.R. de Tananarive depuis 1963, pour être efficacement le moteur de la mise en valeur agricole totale de sa zone d'action conduisent à certaines réflexions, objet de la présente note.

Celle-ci expose donc des idées formées au contact des réalités concrètes du développement agricole : l'auteur exprime l'espoir qu'elles seront de quelque utilité aux personnes qui ont la charge d'actions de développement agricole, tout en insistant sur le fait que, basées sur des problèmes concrets, ces idées :

- peuvent en tirer une certaine solidité. C'est souhaité mais ce n'est pas certain ;
- doivent être aménagées pour s'appliquer à d'autres cas concrets ou aboutir à des principes universels ; c'est probable.

II. — L'U.R.E.R. DE TANANARIVE BASE CONCRÈTE DE LA PRÉSENTE NOTE

Avant d'avancer des idées, il a semblé nécessaire de présenter brièvement la base essentielle sur laquelle elles s'appuient, c'est-à-dire l'U.R.E.R. de Tananarive (1).

L'U.R.E.R. de Tananarive, créée en 1966, a pris en charge l'action de vulgarisation rizicole de masse engagée par le Gouvernement malgache, avec l'aide du C.F.L.M.C.F. (Comité Française de Lutte Mondiale Contre la Faim) et du F.A.C. (Fonds d'Aide et de Coopération), depuis 1963, dans la préfecture de Tananarive.

Cette action concerne toute la préfecture, sauf la sous-préfecture d'Anjozorobe et huit communes de la sous-préfecture d'Ankazobe, soit 51.000 hectares de rizières et 79.000 exploitants agricoles, qu'elle encadre par 408 agents, dont 266 vulgarisateurs.

L'objectif de l'U.R.E.R. est d'amener 55.000 exploitants à produire 54.000 tonnes de paddy par an de plus qu'en 1962-1963, à partir de

(1) Les idées présentées plus loin participent aussi de ce que l'auteur a eu à connaître d'autres actions de développement agricole. L'U.R.E.R. d'Antsirabe et celle de Fianarantsoa auraient aussi bien pu être présentées ici, mais l'auteur connaît mieux celle de Tananarive.

1969-1970, ce qui correspondra à une production annuelle égale à 130 % de celle de 1962-1963 ; la commercialisation annuelle du paddy sera augmentée de 29.000 tonnes par an, soit 120 % par rapport à 1962-1963 et le revenu net moyen de tous les exploitants se trouvant dans l'U.R.E.R. sera augmenté de 7.500 francs par an, soit 15 % par rapport à 1962-1963.

Depuis 1963, l'U.R.E.R. a atteint à peu près (en moins ou en plus) les objectifs qui lui ont été fixés par année. Pour la campagne 1967-1968, elle a obtenu les résultats suivants :

- 35.000 agriculteurs (45 % des agriculteurs de son périmètre) pratiquent la méthode améliorée de riziculture, soit 177 % de l'objectif pour la campagne (20.000).
- Cette pratique concerne 6.300 hectares (12 % des rizières du périmètre de l'U.R.E.R.), soit 97 % de l'objectif fixé pour la campagne (6.500 hectares).
- Cette pratique, plus l'emploi croissant des engrais en rizières et la lutte maintenant bien organisée contre le pou du riz, doivent provoquer une augmentation de production de 10.000 tonnes de paddy par rapport à 1962-1963.

En 1968-1969, l'U.R.E.R. doit entraîner 40.000 agriculteurs à pratiquer la méthode améliorée de riziculture sur 14.000 hectares et provoquer une augmentation de production de 22.000 tonnes de paddy, toujours par rapport à 1962-1963.

S'appuyant sur les résultats de l'I.R.A.M. (Institut de Recherche Agronomique de Madagascar), l'U.R.E.R. a fait réaliser par les agriculteurs, en 1967-1968, 32 hectares de cultures rationnelles sur tanety (terres « sèches », par opposition à « tanimbary », terme qui désigne les rizières) et a pour objectif d'étendre ces réalisations à 300 hectares supplémentaires en 1968-1969 et 300 encore en 1969-1970. Cette action doit déterminer si, techniquement et économiquement, il est possible d'envisager une action de longue haleine de mise en valeur totale des tanety topographiquement aptes à la culture attelée (150.000 hectares au moins) et, dans l'affirmative, d'établir le programme de cette action.

III. — LE FACTEUR « ESPACE »

A. — Position du problème

Le facteur « espace » pose un problème fondamental dans les actions de développement agricole du fait que l'agriculture est une activité qui s'exerce sur de grandes surfaces et sous une faible intensité d'intervention humaine par unité de surface.

Dans les régions industrielles, les usines sont généralement concentrées côte à côte dans des zones industrielles jouxtant les agglomérations et bien reliées entre elles par route, fer et air. Une usine ayant une densité de personnes actives de 100 à 1.200 par hectare, les zones industrielles ont des densités d'au moins 5.000 personnes actives au kilomètre carré géographique.

Dans les régions agricoles, les exploitations sont plus ou moins voisines (séparées ou non par des terres incultivables). Sur les Plateaux malgaches, dans l'U.R.E.R. de Tananarive, la densité de personnes agricoles actives, à raison de 2,5 en moyenne par exploitation, est de 30 au kilomètre carré géographique, *soit 170 fois moindre* que dans une zone industrielle.

En outre,

- les exploitations sont mal reliées entre elles :
 - pas de téléphone, courant entre usines et, dans les usines, entre services ;
 - mauvaises routes ;
 - pas de véhicule, ou lents et inconfortables (vélos, charrettes).
- les unités de décision et de commandement, correspondant aux exploitations, ne groupent que 2,5 personnes actives en moyenne, alors que, dans les usines, ces unités sont les services ou ateliers, qui groupent généralement au moins 10 personnes actives chacun, parfois jusqu'à plusieurs milliers, *soit 4 à 1.000 fois plus*.

Telles sont les conditions de l'agriculture, qui imposent à son développement l'application de méthodes adaptées, fondamentalement différentes de celles qui peuvent se concevoir efficacement pour le développement industriel.

Dans les pays très développés, le développement de l'agriculture se heurte toujours à l'étalement de l'activité agricole sur de grandes surfaces, mais la modernité des dispositifs d'information technique et économique (radio, téléphone, journaux, routes nombreuses et en bon état permettent aux chefs d'exploitation, qui disposent de voiture, de se réunir aussi souvent que nécessaire en ces lieux d'information que sont les sièges des organismes professionnels agricoles) rapproche de plus en plus les conditions de l'Agriculture, de celles de l'Industrie, en créant des zones d'information et de prise de décision où la densité momentanée de matière grise compétente est du même ordre que dans les centres d'information et de décision de type industriel.

Ce phénomène ne soutient vraiment la comparaison avec l'industrie que dans quelques régions du monde et ce n'est pas demain qu'il fera partie de la vie quotidienne de nos campagnes.

Force est donc d'employer, pour le développement agricole de ces campagnes, des méthodes qui permettent d'informer, d'instruire, d'en-

courager, d'aider et de contrôler les chefs d'exploitations agricoles là où ils sont, c'est-à-dire éparpillés dans la nature.

Compte tenu de la faible densité des personnes actives en agriculture, de la petitesse des unités de décision et de la faible mobilité de leurs chefs, la difficulté d'insuffler le progrès agricole est bien plus grande que celle qui concerne la diffusion du progrès industriel. Donner une appréciation comparative numérique de ces difficultés est délicat, mais il est certain que la difficulté est plusieurs fois plus grande en matière de progrès agricole qu'en matière de progrès industriel.

On sait que la productivité des personnes actives en industrie augmente par an de quelques points (3 à 10 %) dans les pays déjà développés qui font un effort particulier pour stimuler leur industrie et on cite ces résultats comme très satisfaisants.

Dans ces conditions, on peut considérer comme très remarquable des actions de développement agricole qui augmentent la productivité des personnes actives d'une région agricole de 1 à 3 % par an : dans un tel contexte, les deux progressions sont comparables sur le plan de l'efficacité et les méthodes qui les induisent sont aussi dignes de respect sur le plan de l'ingéniosité dont elles procèdent.

Mais ceci n'empêche pas gouvernements et dispensateurs d'aide bi ou multi-latérale de chevaucher des rêves et de croire eux-mêmes, ou de vouloir faire croire aux populations que des bonds de production de 10 à 100 % sont possibles en agriculture en 1 à 3 ans. N'importe laquelle des personnes qui raisonne ainsi estime qu'il va de soi d'accorder, dans une course de chevaux ou voitures, des handicaps en fonction de l'âge des animaux, du poids des jockeys ou de la cylindrée des véhicules, mais elle n'accorde qu'une attention secondaire aux personnels qui ont la charge de diffuser le progrès agricole et qui ne font gagner chaque année que des pourcentages à peine publiables, au secteur dont ils ont la charge.

Cependant, la généralisation progressive à toute l'agriculture d'un pays sous-développé, d'une méthode de vulgarisation qui entraîne un progrès de 1 à 3 % par an est un investissement remarquable : l'imprégnation de tout un peuple d'une façon de penser et d'agir qui, appliquée plus tard à des secteurs moins ingrats (industrie) en assurera la progression à un rythme jamais atteint dans l'histoire universelle du développement économique.

B. — La lutte contre l'espace

1. DÉVELOPPEMENT AGRICOLE GÉNÉRAL ET HOMOGENE

a) Nécessité

On a longtemps cru, jusqu'en 1960 environ, que l'on pouvait tourner la difficulté du développement agricole d'une région, due au

très grand nombre d'exploitations existant dans cette région, en concentrant d'abord l'action de développement sur quelques exploitations, dites « pilotes », dont le succès devait faire rayonner le progrès.

En se référant à son passé scolaire, chacun se rappelle qu'on n'a jamais transformé un crétin en génie, en le plaçant à côté du premier de la classe et que le professeur qui obtient les meilleurs résultats au point de vue de la formation des hommes est celui qui cherche le niveau moyen de ses élèves le plus élevé possible et non pas celui qui concentre tout son temps sur l'élève le plus doué.

Seulement, tout à la perfection des outils mathématiques qui permettent de mieux mesurer l'économie et ses problèmes, certains ont perdu de vue que l'économie est faite par l'homme et pour lui et que, dans ces conditions, les raisonnements qui s'appuient sur la connaissance des hommes — connaissance qu'on a toujours, sous la condition de les aimer et d'observer et de respecter leur démarche de pensée économique — sont plus efficaces pour enclencher le progrès économique que les études économétriques très savantes (et très coûteuses).

C'est pourquoi on a mis 20 ans et gaspillé dans le monde des millions de dollars avant de se convaincre que la vulgarisation par « exploitations-pilotes », qui doit théoriquement rayonner « en tache d'huile », n'aboutit à rien.

En effet, cette méthode de vulgarisation, en concentrant aide technique, matérielle et financière sur des exploitations isolées, les coupe de leur milieu (les autres exploitations), qui réagit de façon hostile à leur encontre (le « rayonnement » est celui d'yeux à la fois envieux et méprisants, juste de la qualité qu'il faut pour que l'exploitant-pilote se persuade qu'il est en droit de réclamer à ceux qui l'aident une protection inconditionnelle sous forme de subventions exorbitantes et, si on la lui refuse, d'abandonner son rôle de pilote).

Dans les rares cas où cette méthode arrive à de premiers résultats, elle amène les exploitants-pilotes, d'une économie d'auto-subsistance prédominante, à une potentialité d'exportation importante, qui exige un circuit de commercialisation, voire de conditionnement ou de transformation industrielle. Et on ne peut monter et faire fonctionner économiquement ce circuit que si les exploitations qu'il doit desservir sont suffisamment denses.

b) *Possibilité*

Afin de ne pas provoquer un freinage psychosociologique et d'obtenir, si on réussit le démarrage de l'action de développement agricole, une densité de production suffisante pour un fonctionnement normal des circuits amont et aval nécessaires, il faut que, dès le départ, l'action soit conçue de façon à entraîner vers le progrès la quasi-totalité des exploitations.

Ceci exige que :

— les thèmes de progrès soient applicables par toutes les exploitations ; ceci implique que l'action soit, en tant qu'unité de développement, limitée à une région écologique homogène, par exemple : les Plateaux du Centre malgache pour le riz ;

— les thèmes de progrès intéressent à peu près aussi intensément presque toutes les exploitations ; il y a donc lieu de choisir, pour enclencher le progrès agricole, la spéculation qui prévaut dans ces exploitations : c'est le cas du riz dans celles des Plateaux malgaches ;

— les thèmes de progrès soient simples, pour être techniquement assimilables par tous les exploitants ; c'est pourquoi il faut commencer, si cela est possible, par proposer aux agriculteurs des thèmes de progrès qui *améliorent* les techniques en pratique, avant de leur proposer des thèmes qui mettent en jeu des techniques nouvelles ; c'est pourquoi l'U.R.E.R. de Tananarive propose, aux agriculteurs, une méthode améliorée de riziculture avant de les initier à des techniques de culture d'inter-saison en rizière ;

— le réseau de vulgarisation soit dense, pour toucher simultanément tous les exploitants ; la densité étant fonction du degré de réceptivité des agriculteurs (désir de progrès, niveau d'instruction permettant de l'assimiler plus ou moins vite), de la difficulté technique des thèmes proposés, de la dispersion des exploitants : dans la Plaine du Fiherenana, où les thèmes techniques sont ardues (culture attelée, irrigation à la raie) il a fallu que la S.E.D.E.FI.TA. (1) place un vulgarisateur pour 50 exploitants ; sur les Plateaux, pour l'amélioration de la riziculture, un vulgarisateur pour 250 exploitants est suffisant.

c) *Conclusion*

Le développement agricole général et homogène est possible, à condition de le limiter dans l'espace à une région homogène sous l'angle de l'écologie et des spéculations pratiquées.

2. FRÉQUENCE DES LIAISONS FONCTIONNELLES AU SEIN DE L'APPAREIL DE VULGARISATION

Comme il faut une densité élevée de vulgarisateurs pour mener une action de développement agricole, on est obligé de se contenter de vulgarisateurs d'un niveau d'instruction et professionnel modeste, sinon :

- ils coûteraient cher ;
- dès que l'action aurait une emprise régionale, on ne les trouverait pas en nombre suffisant.

(1) Société d'Aménagement du Fiherenana et de la Taheza.

Dans l'U.R.E.R. de Tananarive et dans l'ensemble de l'O.P.R., le niveau moyen des vulgarisateurs est de 3 ans d'école primaire. L'expérience a montré que, malgré le niveau relativement élevé de scolarisation des Plateaux, on n'arrive qu'avec quelques difficultés à réunir, selon ce critère, le nombre de vulgarisateurs nécessaires : la capacité technique des individus impose une certaine limite aux ambitions de développement ; cependant, les progrès de la scolarisation reculent sans cesse cette limite.

Les vulgarisateurs étant d'un niveau d'instruction modeste ne peuvent être efficaces que si :

- leur formation professionnelle est faite à petite dose (capacité d'assimilation vite saturée), par une méthode de formation continue ;
- leurs objectifs et leurs programmes sont très soigneusement délimités et détaillés. C'est ainsi que, dans l'U.R.E.R. de Tananarive (et dans l'ensemble de l'O.P.R.), les objectifs de l'U.R.E.R. sont « décontractés » au niveau de la cellule (ressort d'action du vulgarisateur) et, par le vulgarisateur, avec l'aide de ses supérieurs, au niveau du hameau ; dès lors, chaque vulgarisateur sait combien d'agriculteurs il a pour tâche d'amener à pratiquer la méthode améliorée de riziculture et l'emploi des engrais et sur quelle surface moyenne.

Par ailleurs, étant issus du milieu rural, où on « ne compte pas son temps », et aux prises avec ce milieu, où on a du mal à sortir de la routine, même si on le désire, il faut constamment visiter les vulgarisateurs pour :

- maintenir leur dynamisme ;
- leur donner une méthode de programmation de leur travail ;
- redresser leurs erreurs ;
- résoudre les cas particuliers auxquels ils se heurtent dans les domaines technique ou psychologique.

C'est pourquoi les vulgarisateurs doivent être animés par des chefs de secteur, à raison d'un chef de secteur pour 6 vulgarisateurs en moyenne, 10 au plus. Le chef de secteur doit :

- les réunir une fois par semaine pour les aider à préparer leur programme hebdomadaire ;
- les visiter chacun sur leurs lieux de travail, au moins une fois par semaine.

Les programmes hebdomadaires sont facilités par la tenue, par chaque vulgarisateur, d'un cahier de marche sur lequel chaque agriculteur de sa cellule (1) est suivi. Cela a nécessité le recensement exhaustif des 5.609 hameaux et des 79.407 exploitants agricoles de l'U.R.E.R. de Tananarive.

(1) Cellule = espace géographique dont le vulgarisateur a la charge.

Les visites sur les lieux de travail sont facilitées pour les supérieurs par une « fiche de porte », que chaque moniteur doit placer sur la porte de son logement chaque matin et qui indique son projet quotidien de déplacements, heure par heure.

Ceci entraîne le vulgarisateur à organiser son travail et permet au supérieur de retrouver un employé dans son « atelier », qui est une « cellule » de 30 km² en moyenne.

Le même type de liaisons, aussi faciles, aussi fréquentes et aussi précises doit se retrouver à tous les échelons de l'appareil de développement, de sorte qu'un tel appareil ne peut s'appuyer sur une surface trop grande. L'U.R.E.R. de Tananarive, avec 408 agents, dont 266 vulgarisateurs, couvre 6.900 km², soit 61 % de la Préfecture de Tananarive et il apparaît à son actuel directeur (en poste, depuis l'origine, ayant de ce fait, une bonne connaissance de l'U.R.E.R., et ayant, de plus, des collaborateurs de haute qualité), qu'au-delà de la Préfecture, la dimension de l'U.R.E.R. serait trop grande et l'efficacité s'en ressentirait.

La qualité et la fréquence des liaisons nécessaires entre les différents niveaux de l'appareil de vulgarisation lui assignent des limites spatiales, qui expliquent et justifient la division des Plateaux, écologiquement et économiquement assez homogènes en ce qui concerne la riziculture, objet de l'O.P.R., en 3 U.R.E.R. (Tananarive, Antsirabe, Fianarantsoa) ; l'U.R.E.R. de Tananarive, en « boule » autour de Tananarive, dessine une figure géographique plus favorable que celles des autres U.R.E.R. aux liaisons fonctionnelles au sein du personnel.

3) CONCLUSIONS

Madagascar a connu, entre 1953 et 1963, deux tentatives importantes de vulgarisation agricole, les Secteurs de paysannat (encadrement dense sur une petite surface, de l'ordre de la commune) et les Groupements de collectivité (action « diffuse » sur une sous-préfecture) (1). Ces deux tentatives ont été l'objet de beaucoup de dépenses d'argent et de dévouement. Elles ignoraient que la réussite exige aussi :

- une méthode
- un objectif
- un programme
- une organisation.

Les U.R.E.R. nées après, ont pu tirer la leçon de leurs échecs et, sans plus de fonds ni de compétences, se montrer plus efficaces. On peut soutenir, qu'actuellement, des appareils de vulgarisation efficaces sont concevables à un échelon qui varie, selon les régions entre la Sous-Préfecture et la Préfecture : c'est-à-dire que cet échelon est de taille à peser vraiment dans l'économie nationale, tout en conservant la dimension régionale.

(1) Cf. TEISSONNIÈRE (R.). — L'évolution des organismes de paysannat à Madagascar depuis 1950 — *Terre malgache*, n° 1, janvier 1967, p. 27-40.

IV. — LE FACTEUR « TEMPS »

A. — Une conception adaptée du temps aux problèmes du développement

Beaucoup de gens s'alarment ou s'effrayent à considérer l'allure des courbes de développement démographique et économique :

- Depuis 150 ans la démographie mondiale galope de plus en plus vite.
- Depuis 150 ans l'écart économique se creuse de plus en plus vite entre pays développés et sous-développés.

L'extrapolation des courbes représentatives de ces phénomènes sur leur lancée actuelle conduit, à court terme historique (quelques siècles) à des absurdités, à des impossibilités physiques. Donc, ces courbes ne maintiendront pas leur tendance actuelle ; selon le degré de sagesse des hommes, elles se briseront dans la fin de l'aventure humaine ou se rejoindront harmonieusement sur un palier qui marquera l'aboutissement de la période historique actuelle.

Les allures surprenantes de ces courbes démontrent qu'en histoire le temps varie sans cesse de densité, comme en biologie, où la croissance des êtres obéit généralement, qu'il s'agisse d'une colonie microbienne, d'une plante ou d'un fœtus, à une courbe en « S », caractérisée par un démarrage lent, puis une phase d'accélération rapide, de type exponentiel.

L'homme étant un être vivant et l'économie une des manifestations de son activité, il serait étonnant que le développement économique, qui procède de la vie de l'homme et s'inscrit dans son histoire, ne suive pas les lois de la croissance biologique et de l'évolution historique.

Le développement agricole est encore plus dépendant de ces lois que le développement industriel, car il est tributaire des lois vitales non seulement par l'homme, mais aussi par son objet même.

C'est pourquoi beaucoup de projets de développement agricole, conçus dans une optique trop physique du temps, proposent aux agriculteurs des efforts de départ trop forts et s'enlisent dans l'impossibilité d'exécution.

L'action de l'U.R.E.R. doit aboutir, en 8 ans, à augmenter la production de paddy, sur son ressort territorial, de 30 % par rapport à 1962-1963, soit, en moyenne 2,5 % par an. Le rythme de cet accroissement est le suivant :

Campagne	Augmentation de production de paddy par rapport à 1962/1963 (en %)		Coefficient de multiplication d'une campagne à la précédente
	Réalisée	Prévue	
1963-1964	0,002		
1964-1965	0,03		15
1965-1966	1,0		33
1966-1967	3,3		3,3
1967-1968	6,2		1,9
1968-1969 (1)		15	2,4
1969-1970		30	2

(1) — accélération de la progression prévue du fait que 50 % des agriculteurs étant « touchés », un grand nombre d'entre eux doivent accroître de façon très importante les surfaces qu'ils réalisent individuellement en méthode améliorée de riziculture.

Au cours de l'action il aura oscillé d'une campagne à la suivante, entre 33 (maximum) et 1,9 (minimum). Traduit en graphique le tableau ci-dessus donne une courbe d'allure exponentielle.

De même qu'en biologie humaine un fœtus pesant 2 kilogrammes, 15 jours après la conception aboutit à un monstre inviable, de même les projets de développement qui prévoient des progrès trop rapides en valeur absolue sont condamnés à l'échec.

Les hommes civilisés respectent et protègent les femmes enceintes dans le sein desquelles une nouvelle vie humaine s'élabore en suivant la courbe en « S ». Si les économistes, les financiers, les hommes politiques qui ont à s'occuper de développement agricole voulaient bien regarder la courbe de croissance pondérale d'un enfant de sa conception à sa naissance, ils comprendraient la nature du phénomène qu'ils entourent de respect et de soin, ils feraient certainement meilleure place au bon sens dans leurs projets de développement et considéreraient plus attentivement les actions de développement qui démarrent modestement.

Dans les actions de développement agricole :

- il ne faut pas s'obnubiler et se paralyser à trop considérer les courbes *actuelles* qui creusent le fossé entre pays développés et pays sous-développés :
 - le temps doit être considéré sous une optique *historique*.
- il faut se rappeler que le développement agricole est une manifestation de l'homme, à la fois en tant qu'être vivant et en tant qu'agissant sur le milieu vivant et de ce fait :
 - le temps doit être considéré sous une optique *biologique*.

B. — La lutte contre le temps

Ce n'est pas parce que le temps est infini qu'on peut se permettre, en matière de développement, de le gaspiller. Il y a deux aspects différents de ce principe selon qu'on est au stade :

- du projet d'action
- de réalisation de l'action.

Dans le premier stade, on peut, et même on doit aller lentement, pour rôder le projet dans ses détails. L'O.P.R. a ses sources dans un ouvrage de l'Inspecteur Général de l'Agriculture COYAUD (« Le Riz ») paru en 1950 à Saïgon ; ces sources ont été redécouvertes en 1952-1956 par l'Ingénieur de l'Agriculture DOBELMANN, à Marovoay ; c'est le Professeur René DUMONT qui, en mission à Madagascar en 1958, en a souligné la portée ; ce sont des travaux divers de l'I.R.A.M., d'un particulier (M. RAMILISON-RANANDRO) et de deux agents de l'Agriculture (l'Ingénieur des travaux agricoles HERELLE et l'Agent technique d'agriculture RANDRIANARISON) qui ont abouti, en 1963, à la rédaction d'un premier projet décrivant ce que pouvait être, par une action de vulgarisation de masse, l'augmentation de la production de paddy sur les Plateaux.

Entre les travaux de DOBELMANN et le démarrage de l'O.P.R. (7 moniteurs — 16 août 1963), 11 ans se sont écoulés ; entre le démarrage de l'O.P.R. et son officialisation sous ce sigle (1^{er} juillet 1966) : 3 ans de mise au point, sur les techniques culturelles et les méthodes de vulgarisation.

La préparation d'une action de développement agricole ne saurait être trop minutieuse, car si l'action échoue, pour un détail, l'idée que cette action est possible est condamnée pour longtemps : dans la plupart des pays sous-développés, l'action coopérative a été insuffisamment préparée et l'idée coopérative, une des plus nobles de l'humanité, y est largement discréditée dans les masses rurales.

Dès que l'action démarre, elle doit se dérouler à un rythme de *fonctionnement* (et non de résultats) rapide et soutenu car, action de masse, elle reste en danger de mort tant que la majorité des agriculteurs n'y a pas adhéré. Dès sa première année, elle doit accrocher l'intérêt de cette majorité, d'où la nécessité d'un encadrement dense, et l'importance, à ce stade, des méthodes de groupe (causeries, démonstrations).

L'audience actuelle de l'U.R.E.R. auprès de la population tient au fait que, dès sa première intervention dans une commune, plus du tiers des agriculteurs assistent aux causeries des vulgarisateurs et plus de la moitié à leurs démonstrations, chaque vulgarisateur débutant son action par deux causeries successives en 8 à 12 points (1 pour 25 agriculteurs en moyenne, soit 1 pour 2 hameaux) et une vingtaine de démonstrations (1 par hameau en moyenne).

Cet accrochage rapide de la majorité est nécessaire pour tourner l'obstacle que risque de poser les notables, c'est-à-dire ceux qui ont la sagesse, mais une sagesse, et par là un prestige, établis sur le fait qu'ils sont les connaisseurs et les gardiens de la tradition. L'introduction du progrès met en cause leur prestige : comme tous les hommes, ils répugnent à l'effort d'assimiler le progrès et ils préfèrent le repousser.

S'adresser à eux d'entrée de jeu c'est, pour le vulgarisateur, se lier à eux et à leur conservatisme. Il faut, par un accrochage rapide et direct, éveiller l'intérêt de la masse aux thèmes de progrès ; quand le notable s'aperçoit du phénomène, il est trop tard pour lui de réagir et, contacté alors, mais alors seulement, par le vulgarisateur, il optera, selon sa vigueur et son tempérament, pour la neutralité ou l'aide active, jamais pour l'hostilité.

La phase d'accrochage (6 mois) est donc une phase où le temps a une valeur, une densité extraordinaires.

A la suite de cette phase, il faut maintenir et renforcer les liens entre agriculteurs et vulgarisateurs, et il faut que les uns et les autres sachent le plus tôt possible, avant chaque campagne agricole, ce à quoi les responsables de l'action veulent les amener au cours de cette campagne. A l'U.R.E.R. de Tananarive, la période semis-repiquage (septembre-décembre) permet au directeur et à ses collaborateurs de sentir, à travers le comportement des agriculteurs, comment la campagne suivante devra être orientée et abordée.

Au 15 janvier, les résultats chiffrés de cette période sont connus. Au 15 février, l'orientation et le programme de la campagne suivante doivent être établis. Du 15 février au 15 mai, par un cycle de formation en cascade (formation des divers niveaux de la hiérarchie par celui immédiatement supérieur) les personnels doivent être informés de ce que devra être leur action. Du 15 mai au 15 septembre, les vulgarisateurs doivent s'accrocher aux agriculteurs pour établir avec eux, et pour chacun, leurs programmes d'action.

Dans un tel schéma, un retard de 15 jours est un handicap sérieux, un retard d'un mois, une catastrophe. On approche le degré de précision exigé des opérations militaires. Rien ne serait plus préjudiciable à l'action que de devoir suspendre le cours des choses, en l'attente d'une décision relative à des questions de principe, relevant de la politique nationale : organisation du crédit, approvisionnement en engrais, prix des engrais, etc...

C'est en suivant attentivement la période semis-repiquage 1967 (septembre-décembre) que la direction de l'U.R.E.R. a pu se rendre compte que la campagne 1968 devra mettre l'accent sur :

- l'organisation du travail des vulgarisateurs ;
- le meilleur respect par les agriculteurs des techniques vulgarisées ;
- l'extension nécessaire (et possible) des surfaces traitées par chaque agriculteur, en méthode améliorée.

Dès le 15 février 1963, le plan de campagne 1968-1969 a été arrêté et le sort de la campagne 1968 ne se jouera pas *pendant* la campagne rizicole, mais avant, de mai à septembre, au stade où les vulgarisateurs sont aux prises avec les agriculteurs pour les décider à faire (ceux qui n'ont rien fait jusqu'ici) ou à faire plus et mieux.

Quand la campagne *agricole* commence, les jeux sont faits sur le plan de la campagne *d'action* de développement, parce que l'action de développement se joue à la phase de *décision* des agriculteurs et que, ici comme en toute chose, la décision, pour être efficace, doit précéder la réalisation, qui est l'objet de la campagne agricole.

A partir du moment où une action de développement agricole est entreprise, la lutte contre le temps est vitale ; elle se joue sur des retards de quelques semaines au plus et elle exige :

- de la part des dirigeants de l'action :
 - compétence
 - attention soutenue ;
- de la part des autorités :
 - aucune prise de décision de portée générale sans avoir fait vérifier que la nature de la décision ou le moment où elle est prise ne contrecarre, ne complique ou ne suspend l'action en cours.

C. — Infini du temps

Indéfini du développement

O.P.R. est une expression révélatrice, car elle contient le mot « opération », sous le sens que ce mot a en langage militaire : la notion s'est déjà répandue, qu'une action de développement agricole est une sorte d'« opération » au sens militaire du terme, c'est-à-dire une action qui doit se faire selon :

- un objectif
- un programme
- une méthode,

et après une phase de préparation.

Le terme a été repris récemment à Madagascar dans un programme gouvernemental dit de « grandes opérations ».

Il ne faudrait pas que ce terme d'« opérations » soit entouré d'un pouvoir magique : s'il est bon que les actions de développement agricole soient conçues sous forme d'« opérations », il ne faut pas oublier qu'une guerre, militaire ou contre le sous-développement, ne se résout pas en une opération, même brillante, mais se gagne en une suite raisonnée d'opérations successives, dont toutes ne sont pas forcément spectaculaires (conférer l'histoire militaire, dans chacun des deux camps, de la seconde guerre mondiale).

L'O.P.R. n'a, en soi, qu'un intérêt économique limité et fugace : dans l'U.R.E.R. de Tananarive, elle doit assurer une production annuelle augmentée de 30 % en 8 ans, soit la formation d'un surplus commercialisable qui, au rythme de la progression démographique, sera, en quelques années, résorbé au profit de la seule couverture de l'augmentation de la consommation. S'arrêter là et crier victoire serait commettre une grave erreur.

L'intérêt principal d'une opération de développement agricole qui réussit, *c'est de faciliter le démarrage et la réussite d'une autre opération*, car toute opération qui réussit :

- améliore les connaissances professionnelles et la confiance en soi des vulgarisateurs et des agriculteurs et leur confiance mutuelle ;
- dégage momentanément (avant que la poussée démographique ne les absorbe) des surplus de production qui, vendus, peuvent servir à investir dans l'opération suivante.

Dans l'U.R.E.R. de Tananarive, l'O.P.R. doit permettre une seconde opération : la mise en valeur rationnelle et généralisée des tanety. C'est pourquoi la convention franco-malgache de financement 1967-1970 qui finance l'U.R.E.R. a inscrit au programme de celle-ci un démarrage localisé de cette seconde opération.

D'autre part, plus une agriculture se développe, plus elle se densifie, plus elle se complique, plus elle a besoin de matière grise pour se maintenir et se perfectionner encore, cependant qu'elle peut payer de mieux en mieux cette matière grise.

Il est donc aberrant de croire que l'encadrement des agriculteurs par un appareil de vulgarisation puisse être temporaire : s'il échoue, mieux vaut le supprimer ; s'il réussit, ce serait un crime plus grand de le supprimer que de ne jamais l'avoir mis en place, car on tue chez les agriculteurs l'espoir de développement qu'on avait fait naître en mettant cet appareil à leur service : un Gouvernement peut, plein d'amertume, renoncer à ouvrir une école là où il n'y en a pas et où il en faudrait une ; il ne peut fermer celle qu'il a ouverte ; ceci s'applique aux actions de développement agricole, dont le but est la promotion des hommes, dont la noblesse n'est pas d'augmenter la production, mais d'apprendre aux hommes à l'augmenter.

Ceci ne veut pas dire qu'un Etat qui lance des opérations de développement agricole est condamné à y consacrer éternellement des sommes croissantes. Au fur et à mesure que la production augmente, les exploitations qui bénéficient de l'action s'ouvrent de plus en plus à une économie d'échange : par exemple, en fin de programme 1967-1970, l'U.R.E.R. de Tananarive devra avoir augmenté la production de paddy de 30 % (par rapport à 1962-1963), mais la *commercialisation*, de 100 %.

Dans un premier stade, le Gouvernement récupère alors, par le jeu des impôts et des taxes, une fraction croissante de ce qu'il investit dans les actions de développement. Ceci doit être envisagé dans le programme de mise en valeur des tanety, à partir de 1970, dans l'U.R.E.R. de Tananarive.

Dans un second stade, il peut demander aux agriculteurs une participation financière directe à la poursuite de l'action de développement. Mais il ne faut pas d'impatience : la riche agriculture française a attendu 80 ans, depuis la création de ses services de vulgarisation agricole, pour entreprendre ce genre de participation.

V. — CONCLUSIONS

A l'occasion d'une action de développement agricole, ayant pour objet la vulgarisation de techniques améliorées de riziculture, le Gouvernement malgache a monté une « opération », dénommée « O.P.R. », parfaitement adaptée, comme le prouve les résultats qu'elle obtient, à la lutte contre l'« espace » et le « temps », parce que cette opération a :

- un objectif
- un programme
- une méthode
- une organisation.

A cause de ses dimensions, et pour lutter contre l'espace, elle a été articulée en U.R.E.R., qui sont des appareils de vulgarisation.

Le développement agricole étant indéfini, l'action entreprise sur la riziculture doit être poursuivie. Au fur et à mesure qu'elle se poursuivra, elle suscitera une agriculture de plus en plus fine dans ses techniques, de plus en plus nuancée dans ses formes (structures, systèmes de culture, productions), dont l'aboutissement sera une agriculture exploitant non plus de 10 % de la surface géographique, mais 20 à 25 %, constituée d'exploitations de 2 à 3 hectares, pratiquant la polyculture, mais avec une ou deux spéculations, en plus du riz, dominantes selon les régions :

— il est possible que, dans un rayon de 25 kilomètres autour de Tananarive, prédominent l'élevage laitier, la production des légumes, des œufs et des volailles ; dans le Nord-Ouest de l'U.R.E.R., l'arachide, et l'embouche bovine ; dans le Sud (Ambatolampy), l'élevage porcin, l'élevage bovin (lait et viande), la production des fruits et de certains légumes (notamment haricot) ;

— et cela au terme d'une évolution qui pourrait demander 10 à 20 ans.

Cette évolution, marquée par une diversification de l'économie rurale au niveau de régions ayant l'ordre de grandeur d'une demie à une sous-préfecture, ne pourra plus être contrôlée et soutenue d'un niveau national, dont la nécessité est évidente, mais qui, compte tenu de cette diversification, ne pourra en suivre de près tous les problèmes. Le rôle moteur devra alors être confié à l'U.R.E.R., qui d'appareil de vulgarisation pour l'exécution régionale d'une opération à l'échelle nationale, deviendra un appareil de développement, pour l'exécution, nuancée selon des régions, de la mise en place d'une agriculture moderne, c'est-à-dire ouverte à une économie de marché.

Au fur et à mesure que la diversification des orientations se précisera au niveau de régions, l'U.R.E.R. devra décentraliser ses organes de décision et de gestion, pour s'adapter à un espace qui, devenu plus dense et plus varié, imposera d'être appréhendé dans des limites plus étroites.

Petit à petit, les groupes d'agriculteurs que l'Animation rurale, en collaboration avec l'U.R.E.R., suscite à l'occasion d'aménagements hydrauliques, d'approvisionnements, d'écoulement de produits, se transformeront en associations de plus en plus complexes et de plus en plus compétentes (tout au moins à travers leurs leaders) en matière de développement agricole.

Les représentants de ces associations prendront alors place au conseil d'administration de l'U.R.E.R., l'aboutissement étant qu'ils y prennent toutes les places et que l'U.R.E.R. se transforme en société agricole de développement, financée en partie croissante par les agriculteurs eux-mêmes.

C'est ainsi qu'on peut esquisser ce qui doit être une évolution, au cours de laquelle l'U.R.E.R., tout en s'adaptant, est permanente : car le fil du développement, impliquant une complexité croissante des interventions à faire pour en assurer la poursuite, le développement, au-delà de l'opération initiale (ici l'action de vulgarisation rizicole de masse) ne peut se concevoir par des opérations successives à thème unique, se déroulent uniformément et simultanément ; la permanence du personnel de l'U.R.E.R. (dont on peut changer le nom et le sigle de temps à autre, pour marquer son évolution) lui assurera, et seule peut lui assurer, de posséder constamment un stock d'information, de connaissance et d'expérience suffisante pour progresser dans son action.

Il ne s'agit pas de maintenir X années en poste tous les agents qui sont entrés en fonction dans l'U.R.E.R., à sa création, mais de veiller à une stabilité suffisante des personnes pour qu'à tout moment, l'U.R.E.R. trouve en son sein une somme de connaissances du milieu et d'expérience professionnelle suffisante : la permanence du personnel doit être de l'ordre de celle qui existe dans les entreprises économiques.

C'est pourquoi il est très heureux que depuis trois ans, des postes de cadres soient confiés à des ingénieurs malgaches en nombre croissant et que, au sein de l'U.R.E.R., ces ingénieurs bénéficient de promotions qui acheminent les meilleurs d'entre eux vers les postes de direction.